



Déclaration de la FSU au CSA du 1er avril 2025

Ce CSA se déroule dans un contexte de forte mobilisation pour un service public de l'ESR. Le 27 mars et le 11 mars, des milliers d'étudiant·es et de personnel se sont mobilisé·es à Paris et ailleurs pour la recherche et les universités publiques. Ils seront encore mobilisés, à l'appel de l'intersyndicale, ce jeudi 3/04 avec la fonction publique. Les mots d'ordre sont clairs : budget à la hauteur des enjeux, lutte contre la précarité, défense des libertés particulièrement attaquées, développement du service public de l'ESR.

En effet, depuis le vote du budget d'austérité de 50 milliards de l'Etat par l'Assemblée Nationale, contrairement aux affirmations du ministère, l'enseignement supérieur et la recherche s'est vu imposer une baisse historique pour le budget 2025 établissant le record de la plus faible part du budget général de l'État accordée à la MIREs par un gouvernement depuis plus de 20 ans.

La cure d'austérité imposée par le gouvernement ne fait qu'aggraver la pénurie et creuser les inégalités entre établissements que la FSU ne cessent de dénoncer. La semaine dernière, le CNESER a voté quasiment à l'unanimité contre la répartition de ce budget (95% de votes contre). Pour la première fois, la pré-notification de la subvention pour charge de service public (SCSP) 2025 des établissements universitaires est inférieure à celle de l'année précédente, qui plus est en euros courants ! Et pendant ce temps-là, les formations supérieures privées, parfois sans aucune garantie, accueillent plus du quart des étudiants avec l'aval du gouvernement et leurs effectifs ne cessent de croître.

Par ailleurs, sur demande du rectorat pour certains établissements, les universités ont diminué le nombre d'emplois ouverts pour leur campagne d'emploi 2025 avec des suppressions de postes, des fermetures de formation et des baisses des capacités d'accueil. La FSU s'étonne de la baisse d'autorisation d'ouverture d'emplois d'enseignant.es-chercheur.es prévue par l'arrêté en baisse de 8 % par rapport à l'année dernière, inférieur au nombre d'emplois pourvus en 2024.

Cette situation est inacceptable. **Nous sommes sur un seuil d'alerte et la FSU appelle, avec gravité, à une mobilisation massive et à un sursaut de la part du gouvernement qui passe dès maintenant par un budget rectificatif.**

La FSU rappelle que le système est à bout et que les enseignant·es du supérieur font déjà plus de 5 millions d'heures complémentaires ! Cette austérité met également délibérément en danger l'emploi BIATSS titulaire comme contractuel (avec des gels et suppressions de postes à prévoir, non-renouvellement de contrats, non-remplacement de départs en retraite...). Dans les bibliothèques : la situation budgétaire défavorable impose des choix drastiques aux services communs de la documentation, souvent au détriment des documents imprimés et des abonnements aux ressources électroniques. Au-delà de la problématique des collections, il y a un réel désengagement sur la vie de campus. Les horaires d'ouverture des bibliothèques sont affectés ainsi que les services aux usagers proposés couramment par les bibliothèques (PEB, formations...). Cela a des conséquences directes sur les conditions d'étude des étudiant·es.

Dans le même temps, le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche a annoncé **l'ouverture de la revoyure de la LPR** avec "trois chantiers" dont "l'attractivité RH", alors que dans le même temps il est demandé aux établissements de réduire leur nombre d'enseignant.es chercheur.es. Le ministre a choisi d'insister sur **un outil qui a montré son inefficacité : les chaires de professeurs junior**. Le bilan de ce dispositif est sans équivoque pour la FSU : une attractivité moindre que les postes de MCF, un dispositif qui fait la part belle aux sciences expérimentales et exactes au détriment des SHS et avec une part d'hommes recrutés bien plus importante - à discipline comparable - que pour les postes classiques et sans comparaison par rapport au repyramidage, qui lui, est paritaire. Pourquoi poursuivre en ce sens?

En lieu et place, la FSU demande l'augmentation de la campagne d'emploi 2025 avec un recrutement de titulaires enseignant.es, enseignant.es chercheur.es, chercheur.es, ITA, et BIATSS à la hauteur des besoins des établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Elle rappelle également l'urgence de revoir le statut des ATER et les conditions d'exercices des contractuels des établissements. La FSU portera au cours du GT revoyure de la LPR des propositions ambitieuses pour améliorer les conditions de travail de toutes et tous les personnels de l'ESR.

La FSU profite enfin de ce CSA pour poser quatre questions au ministère :

- la date de publication des arrêtés concernant l'augmentation du RIPEC et de la PES pour 2025

- les moyens financiers qui seront déployés pour mettre en oeuvre la formation des enseignants pour qu'elle ne soit pas bradée
- les dispositifs RH qui seront mis en oeuvre pour accompagner les personnels concernés par la réforme de la formation des enseignant-es qui ne souhaiteront pas rester en INSPE
- la neutralisation des avis HCERES pour les formations supérieures publiques de la vague E dans le contexte de grande défiance vis à vis de la campagne d'évaluation.